Le Quotidien Numérique d' Afrique

VERSION

SAMEDI BUSINESS

N° 1864 du 19 février 2022



La CIJ ordonne l'Ouganda de payer 325 millions de dollars de dommages à la RDC

Page 2



Le Kenya veut créer une monnaie numérique de banque

Page 6



Nigeria : L'essence frelatée, source de pénurie de carburant, selon une enquête

Page 8

Start-up technologiques : L'Afrique enregistre la plus rapide croissance au monde

Page 5



02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F

ECO- FINANCE

La CIJ condamne l'Ouganda à verser 325 millions de dollars à la RDC pour réparation de dommages liés au conflit armé



L'Ouganda doit verser 325 millions USD à la RDC pour réparation et dommages liés à son agression

La Cour internationale de justice (CIJ), la plus haute juridiction de l'ONU, a tranché dans le litige qui oppose l'Ouganda à la RDC. Pour réparation due aux dommages causés pendant la deuxième guerre du Congo entre 1998 et 2003 durant laquelle l'Ouganda avait envahi l'est de la RDC, la Cour a fixé le montant à 325 millions de dollars.

Selon BBC, l'Ouganda est condamné à verser 325 millions de dollars à la République démocratique du Congo pour son rôle dans le conflit qui y sévit. La Cour internationale de justice (CIJ) juge que l'Ouganda a violé les normes internationales en tant que force d'occupation entre 1998 et 2003. Les viols, les violences sexuelles et l'enrôlement d'enfants-soldats ne sont pas restés en marge de ce jugement.

RFI a expliqué que cette somme se découpe en plusieurs tranches. D'abord, 225 millions pour les dommages aux personnes, car les juges ont estimé que 10 000 à 15 000 personnes étaient mortes en raison de l'occupation de l'Ouganda. Il y a également le versement de 40 millions de dollars pour les biens qui ont été détruits dans la province de l'Ituri, cette région de l'est du Congo, qui était occupée par l'Ouganda. Et 60 millions de dollars correspondent au pillage des ressources naturelles telles que l'or, le coltan, le diamant et l'exploitation du bois.

La suite à la page 3

La suite de la page 2

Notons que la RDC réclamait aussi une ordonnance imposant à Kampala de juger les responsables ougandais lors de l'occupation de l'Ituri. Les juges ont conclu qu'ils n'avaient pas besoin d'ordonner, car l'Ouganda a l'obligation de le faire.

Les juges ont aussi imposé un calendrier à l'Ouganda. Ils ont estimé que le pays devrait payer par tranches de 65 millions de dollars au 1er septembre de chaque année, et ce, jusqu'en 2026. Si l'Ouganda devait refuser de s'acquitter de cette dette, des intérêts de 6% annuel s'imposeraient au pays.

Rappelons que ce conflit a impliqué jusqu'à neuf pays africains, parmi lesquels l'Ouganda et le Rwanda, qui soutenaient des forces rebelles dans l'Est du pays riche en minerais. La RDC a accusé l'Ouganda d'actes de «barbarie» lors d'audiences devant la CIJ en avril 2021, évoquant «une occupation de cinq ans marquée par de très graves atteintes aux droits de l'homme». Kinshasa réclamait plus de 11 milliards de dollars, un montant que Kampala avait qualifié d'exorbitant.

Fatimata COMPAORE

Ouganda: La Banque centrale maintient son taux directeur à 6,5%



La Banque centrale ougandaise a maintenu son taux directeur de référence inchangé à 6,5 % pour février 2022 après la réouverture complète de l'économie marqué par le regain d'optimisme des entreprises dans plusieurs secteurs.

Cette annonce marque la mise à jour initiale du taux de la banque centrale (CBR) pour 2022 et la première annonce de politique monétaire publiée par la Banque d›Ouganda (BoU) depuis janvier. Face à un scénario post-confinement, qui a été dominé par la réouverture complète de tous les secteurs après un confinement de deux ans et l'amélioration des habitudes de consommation des consommateurs, la Banque centrale a apparemment été obligée de maintenir une politique monétaire neutre qui favorise des taux d'intérêt stables, les niveaux d'inflation et les modèles de croissance économique importants lors de sa première réunion politique de 2022, ont indiqué les analystes.

La suite à la page 4

La suite de la page 3



Une monnaie locale ferme mais plus forte et sur des taux d'intérêt stables

La croissance économique estimée à 7% à moyen terme

Sur le plan intérieur, l'incertitude quant à l'évolution de la pandémie continue de peser sur la reprise économique. De nouvelles variantes du Covid-19 et une résurgence, des mesures de confinement pèseraient sur les perspectives économiques du pays, selon les spécialistes. «Une autre source importante d'incertitude pour les perspectives est l'investissement public et la manière dont il sera financé dans le cadre de la trajectoire d'assainissement budgétaire, qui est nécessaire pour maintenir la soutenabilité de la dette et éviter le risque de surendettement», indique la dernière déclaration de politique monétaire. La BoU prévoit que la croissance économique atteindra 7% à moyen terme, soutenue par une augmentation des dépenses sociales et une reprise du secteur du tourisme. Les analystes financiers misent sur une monnaie locale ferme mais plus forte et sur des taux d'intérêt stables à la suite de la décision sur les taux directeurs. "L'inflation est maîtrisée en ce moment et le taux de change s'est apprécié dernièrement. Avec une inflation à 2,7 % par rapport à un objectif annuel de 5 % combiné à une réouverture complète de l'économie après deux ans de confinement, le maintien du CBR à 6,5 % était prévisible et nous ne sommes pas du tout surpris par cette décision politique", a déclaré Benoni Okwenje, directeur général des opérations sur les marchés financiers de la Centenary Bank Uganda Limite.

K.Fiakofi

INNOVATION

Start-up technologiques : Le continent enregistre la croissance de l'écosystème le plus rapide au monde



L'écosystème technologique africain a connu une croissance exponentielle avec des investissements en capital atteignant des sommets sans précédent

Les start-ups technologiques à travers le continent ont reçu 4,77 milliards de dollars d'investissements, avec l'émergence d'au moins 5 nouvelles licornes technologiques, selon le Forum économique mondial. D'après le dernier rapport de Partech Africa sur le financement en capital-risque des start-ups africaines, la tech africaine a encore progressé plus rapidement que partout ailleurs dans le monde, avec deux fois plus d'activité que l'année dernière et plus de trois fois le montant investi, atteignant 5,2 milliards de dollars.

Le cinquième rapport de Partech Africa révèle que l›année dernière, 681 levées en equity ont rapporté un total de 5,2 milliards de dollars. En incluant la dette, ce total atteint 6 milliards de dollars en 724 levées. "Ce nouveau record reflète un écosystème très actif, où près de 3 transactions sont conclues par semaine", ajoute Partech Africa.

Grande prévisibilité

D'après Partech Africa, 37 start-ups technologiques africaines ont levé un total de 767 millions de dollars en 43 tours de financement. 2021 marque une véritable tendance en ce sens avec la création de fonds de dette dédiés aux marchés émergents, en particulier en Afrique. Les start-ups nigérianes ont levé près de la moitié du montant total de la dette (345 millions de dollars), prenant 45 % du total de la dette levée, révèle Partech Africa. Gerald Maithya , responsable des PME et des startups chez Microsoft, a estimé que l' Afrique est sur le point de devenir le prochain hub technologique international, ajoutant que le programme fournira des investissements directs dans les leaders technologiques de demain dans la région, aider à

La suite à la page 6

La suite de la page 5



Les start-ups appelées à soutenir la transformation numérique en Afrique

construire une infrastructure clé qui utilise l'intelligence artificielle comme base pour le développement de solutions.

Attirer les géants du web

L'Afrique a récemment attiré davantage l'attention des grandes entreprises technologiques, selon le PDG de Google, Sundar Pichai, déclarant que le continent était en proie à une transformation numérique, ajoutant que c'était un endroit «où l'innovation commence». S'exprimant devant le Forum des entreprises du Sommet de l'Union africaine, Pichai a déclaré que les systèmes de paiement mobile avaient d'abord été développés au Kenya et a souligné d'autres avancées sur le continent, telles que les innovations en matière d'énergie renouvelable. Il a déclaré que Google travaillait également avec les gouvernements africains pour développer de nouvelles technologies la société a l'intention d'investir 1 milliard de dollars pour soutenir la transformation numérique en Afrique.

K.Fiakofi

Le Kenya veut créer une monnaie numérique de banque



The EastAfrican rapporte que la Banque du Kenya a annoncé jeudi qu'elle examinait la possibilité de créer une monnaie numérique de la Banque centrale (Central bank digital currency (CBDC), en réponse à l'adoption accélérée de divers modes de paiement numérique dans le pays.

La Banque centrale du Kenya (CBK) a déclaré dans un communiqué publié jeudi 10 février qu'il y a eu une évolution des paiements à l'échelle mondiale qui comprennent la monnaie électronique, les pièces stables et d'autres crypto-monnaies. D'où la nécessité d'évaluer la praticabilité de la CBDC au Kenya. De nouvelles méthodes de paiement numériques sont

La suite à la page 7

ECO- FINANCE

La suite de la page 6



La nouvelle monnaie va améliorer l'efficacité des paiements transfrontaliers

apparues pour faciliter les transactions, notamment les CBDC émises par les banques centrales pour servir de monnaie sous forme numérique. Naturellement, l'équilibre des risques et des avantages de la CBDC variera d'une économie à l'autre, a souligné la CBK dans le communiqué qui sollicite par ailleurs l'avis du public sur le sujet.

Régler les paiements transfrontaliers

La CBDC est une monnaie fiduciaire nationale sous forme numérique. Cela signifie qu'en plus de l'argent imprimé, CBK émettra également l'équivalent électronique. La CBDC est différente des crypto-monnaies telles que Bitcoin et Ethereum, ce qui signifie que la CBK maintiendra des réserves et des dépôts pour la sauvegarder. Alors que la CBDC offre des opportunités de réduction des coûts associés aux paiements numériques, elle comporte également des risques particulièrement liés à la cybersécurité et des inconnues sur la manière dont cela affecterait les fonctions essentielles des banques centrales en matière de politique monétaire, de stabilité financière et de surveillance des systèmes de paiement, selon un communiqué de CBK.

Réduire les coûts de transaction

Les experts affirment que l'utilisation de la monnaie numérique éliminera le coût d'impression des espèces et réduira les coûts de transaction. De plus, les banques centrales auront plus de facilité à mettre en œuvre la politique monétaire en temps réel. Des études du Fonds monétaire international montrent qu'il y a des raisons pour que les gouvernements envisagent de remplacer les espèces par des monnaies numériques. Certaines des études du FMI reflètent de nombreuses autres études réalisées au Kenya, notamment par le Financial Sector Deepening (FSD), sur les avantages des monnaies numériques. Les éléments clés à prendre en compte par la CBK avant d'émettre une CBDC sont les conditions préalables juridiques et institutionnelles. Ceux-ci comprendraient l'infrastructure, le cadre réglementaire et de surveillance, la gouvernance et la gestion des risques, les ressources de la banque centrale et sa législation, selon la CBK.

K.Fiakofi

Nigeria : L'essence frelatée, source de pénurie de carburant et endommage les voitures



L'essence frelatée importée au Nigéria est la cause de la rareté du produit et des longues files d'attente dans les stations-services, au cours des deux dernières semaines.

Selon la Nigerian National Petroleum Company (NNPC), environ 300 millions de litres d'essence automobile premium frelatée ont été importées de Belgique sans être détectées. Le directeur général du groupe NNPC, Mele Kyari, a déclaré à la Nation Africa que le PMS avait été importé par quatre sociétés MRS, Emadeb/Hyde/AY Maikifi/ Brittania-U Consortium, Oando et Duke Oil. Selon lui, l'essence provenait d'Anvers, les inspecteurs de la qualité n'ayant pas détecté le niveau élevé de méthanol qu'elle contenait, ce qui n'est pas acceptable au Nigeria, pays qui a importé pendant plus de deux décennies des produits pétroliers bien qu'il soit un important producteur de pétrole brut, parce que ses quatre raffineries étaient en panne. Le 20 janvier 2022, la NNPC a reçu un rapport de l'inspection de la qualité sur la présence de particules d'émulsion dans les cargaisons PMS expédiées au Nigeria depuis Anvers, en Belgique, a-t-il ajouté. Il a déclaré que l'enquête de la NNPC avait révélé la présence de méthanol dans quatre cargaisons PMS, malgré le fait que les certificats de qualité délivrés au port de chargement d'Anvers par AmSpec Belgium indiquent que l'essence était conforme aux spécifications nigérianes.

La suite à la page 9

La suite de la page 8



Le méthanol est fabriqué à partir de sources d'énergies alternatives non pétrolières, telles que le gaz naturel, le charbon et la biomasse

Produits dangereux

Le ministre du Pétrole, Timipre Sylva, a déclaré que les niveaux dangereux de méthanol dans l'essence importée feraient l'objet d'une enquête pour tout démêler, car pour lui l'on doit aller au fond des choses avant de pouvoir revenir dire ce qu'il adviendra des coupables. Il a averti que les entreprises jugées coupables seraient inscrites sur la liste noire, mais, tempère t-il, le gouvernement ne se précipiterait pas pour infliger une sanction tant que la cause réelle n'aura pas été identifiée. Concernant les voitures endommagées par l'essence frelatée, il indique que les pertes seront prises en compte dans la gestion de la situation.

Assurer l'approvisionnement en carburant

Sur les files d'attente de carburant à Lagos et Abuja, Farouk Ahmed, PDG de l'Agence nigériane de réglementation du pétrole intermédiaire, a déclaré à Premium times que des quantités de méthanol supérieures aux spécifications du Nigéria avaient été découvertes dans une chaîne d'approvisionnement qui a, depuis, été isolée. Il a expliqué que si les agences gouvernementales de contrôle de la qualité sont entrées en action, la NNPC et les distributeurs de pétrole ont été chargés d'assurer un approvisionnement solide en produits pétroliers.

K.Fiakofi

ENERGIE

Emerging Africa Infrastructure Fund octroie un prêt de 35 millions $ au Kenya

Le continent africain est en déficit chronique d'électricité, ce qui constitue évidemment un frein au développement économique et humain. Pour pallier à ce problème, Emerging Africa Infrastructure Fund a octroyé un prêt de 35 millions $ au Kenya pour la construction d'une centrale solaire.



Ce prêt sera remboursé sur une période de 15 ans

Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF), un fonds britannique axé sur le financement de projets d'infrastructures en Afrique subsaharienne, a annoncé le 7 février, l'octroi d'un prêt de 35 millions $ payable sur 15 ans, à la filiale kényane du producteur d'électricité, Alten Energías Renovables. L'Agence Ecofin a rapporté que la ressource servira à financer la construction d'une centrale solaire dans la région de la vallée du Rift, au Kenya.

A travers ce prêt, le Fonds signe sa première opération sur le continent pour l'année 2022. Sur les 35 millions $ accordés, une première partie avait déjà été débloquée en décembre 2021 par l'Emerging Infrastructure Fund au profit d'Alten Kenya.

Notre source a expliqué qu'une première tranche de ce financement a été décaissée en décembre 2021. Le producteur d'énergie Alten Kenya attend la deuxième tranche pour achever ce projet qui renforcera l'offre en énergie du pays. Le gestionnaire de l'EAIF, fait savoir que ce projet contribuera à faire du véhicule « un organisme de prêt de choix pour les entreprises d'énergies renouvelables qui investissent en Afrique .

Notons qu' outre l'EAIF, Standard Bank, par l'intermédiaire de sa filiale kényane, a également prévu d'accorder un prêt de 41 millions $ à Alten Kenya pour ce projet de centrale solaire d'un coût total de 87 millions $. L'Emerging Africa Infrastructure Fund est un fonds de dette qui accorde des prêts à des projets d'infrastructure en Afrique. Il a été créé en 2001 et a depuis engagé plus de 900 millions de dollars américains dans plus de 40 projets dans les pays en développement.

Fatimata COMPAORE

TECHNOLOGIE

Afrique startup: CT edtech veut atteindre 1 million d'enfants pour résoudre la crise des compétences professionnelles



La startup edtech basée au Cap en Afrique du Sud qui s'adresse aux enfants, vise à aider un million d'enfants à découvrir leurs super pouvoirs grâce au codage.

Le Mindjoy est outil de haute technologie qui s'attaque à l'un des défis les plus répandus du secteur, notamment le manque de développement des compétences numériques. Mindjoy utilise Replit, un environnement de développement basé sur un navigateur qui ne nécessite pas de matériel ou de logiciel spécifique. D'après le concepteur, Mindjoy rend le codage possible pour les enfants et les adultes sur n'importe quel téléphone mobile, tablette ou ordinateur pouvant se connecter à Internet. Ce qui le rend beaucoup plus accessible que de nombreuses autres solutions. Grâce à des cours de codage virtuels en direct, en petits groupes, les enfants de 8 ans et plus s'amusent en apprenant à coder dans de vrais langages de programmation grâce à des projets pratiques,. opérationnels. À travers l'Afrique, la mission de Mindjoy est de développer les compétences essentielles des enfants tout en apprenant à s'exprimer à l'aide de la technologie.

Aider les enfants à trouver les bons projets et les

La suite de la page 12

TECHNOLOGIE

La suite de la page 11



Mindjoy s'associe à des entreprises qui achètent des abonnements Mindjoy pour les enfants issus de milieux défavorisés

bons pairs est le secret pour que les enfants découvrent leurs propres superpuissances, a déclaré à Venture Burn, Gabi Immelman fondateur de Mindjoy , soulignant qu'il s'agit davantage de ce que les enfants ressentent pendant le processus d'apprentissage que des informations réelles transmises.Les séances de coaching se déroulent en ligne, ce qui signifie que la plateforme est accessible de n'importe où dans le monde, selon les dires de Immelman .Être contraints à des environnements éducatifs ennuyeux signifie que les enfants développent une résistance à l'apprentissage. Notre approche est de laisser les enfants diriger et d'inviter leurs amis à apprendre à leurs côtés. Nous pensons que chaque enfant devrait avoir la possibilité de faire l'expérience d'un apprentissage joyeux, curieux et inspirant , à déclaré Immelman. Le fondateur est catégorique sur le fait que le modèle commercial de Mindjoy doit être durable et non une ONG pour assurer la longévité du projet.

K.Fiakofi

ACTU DES PAYS D'AFRIQUE

Burkina Faso: Le SPONG lance le projet d'amélioration et de renforcement des droits humains



Vue des participants à l'atelier de lancement du projet Burkin'Yali

Le Secrétariat Permanent des ONG du Burkina Faso (SPONG) a tenu à Ouagadougou, le vendredi 18 février 2022, un atelier de lancement du projet d'amélioration et de renforcement de l'effectivité des droits humains au Burkina Faso (Burkin'Yali). Cet atelier qui a connu la participation des représentants de plusieurs ministères et OSC, a eu pour objectif de présenter la vision que poursuit le projet Burkin'Yali.

Depuis l'avènement des attaques terroristes, le Burkina Faso traverse une crise humanitaire sans précédent. Crise se manifestant par l'accroissement du nombre de déplacés internes ainsi que par les difficultés liées à l'accès au secteur comme l'éducation, la santé, l'assainissement et l'alimentation entre autres. C'est donc dans le souci d'apporter des réponses urgentes et appropriées aux nombreux besoins des populations victimes que le SPONG a initié le projet d'amélioration et de renforcement de l'effectivité des droits humains au Burkina Faso (Burkin'Yali en langue nationale morée). D'un budget total de 174 144 500 FCFA, ce projet d'une durée de deux ans, financé à 95% par l'ambassade de Danemark à travers DANIDA, a pour objectif, selon les initiateurs de "contribuer au renforcement de la culture des droits humains et devoirs citoyens au Burkina Faso en général et en particulier dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de l'eau et de l'assainissement". Dans son allocution, la présidente du conseil d'administration

La suite à la page 14

La suite de la page 13

du SPONG a indiqué que l'idée derrière ce projet est "d'améliorer le suivi citoyen des violations des droits de l'homme , particulièrement sur ceux des femmes, des jeunes et des PDI et également renforcer la participation de la société civile dans les espaces de dialogue et de concertation pour l'effectivité des Droits Humains".

Les unités régionales de coordination comme piliers dans la collecte des données

Pour arriver à ces résultats, le SPONG compte s'appuyer sur ses unités de coordination régionales et ses groupes thématiques pour avoir des données fiables sur l'état des violations des droits humains notamment dans le secteur de l'éducation, de la santé, de l'eau et de l'assainissement. Ce qui permettra de dresser des recommandations à l'endroit du gouvernement, selon l'institution. A ce propos, Fatmata Bancé, coordinatrice adjointe du projet, a indiqué que le but de l'élaboration de ces rapports de violation des Droits Humains est de faire du plaidoyer auprès du gouvernement. Elle a également souligné que la restriction du choix des secteurs d'intervention du projet s'explique du fait des besoins urgents des populations. "Les autres secteurs sont aussi prioritaires mais nous avons choisi ces secteurs clés parce qu'on se dit qu'actuellement les populations ont besoin de boire, de se soigner mais également de scolariser leurs enfants", a-t-elle déclaré.



Fatmata Bancé, coordinatrice adjointe du projet Burkin'Yali (au milieu)

Abdoulaye Goumbané, représentant du secrétaire général du Ministère de la justice et de la promotion des Droits Humains, a salué l'initiative du projet qui épouse parfaitement la vision de la politique sectorielle du département chargé de la justice et des droits humains, selon lui. Il a rassuré l'ensemble des initiateurs du soutien effectif de son ministère pour la réussite du projet. De son côté, Dr Bertin Lukanda, chef d'équipe technique du projet a émis le souhait d'inculquer dans le quotidien des populations une culture de paix au terme de ces deux ans de projet. "Notre espoir en tant qu'unité d'appui technique de ce programme, c'est qu'avec la mise en œuvre de ce projet, nous puissions aboutir à la promotion d'une culture de la paix dans les coins les plus reculés du Burkina", a t-il émis.

A noter que la zone d'intervention du projet d'amélioration et de renforcement de l'effectivité des droits humains au Burkina Faso (Burkin'Yali) va concerner toutes les treize régions du Burkina Faso.

Roseline BADO/ Lucien DAKISSAGA

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Congo Brazza : Des déficients visuels reçoivent 150 cannes blanches



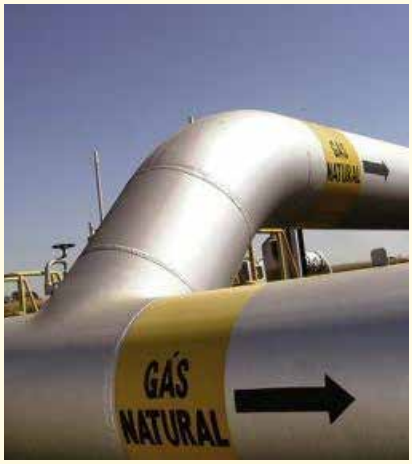
L'association « Viens et Vois » du Congo, a procédé à la distribution de plus de cent cinquante cannes blanches aux aveugles dans les localités de Djambala, Owando, Dolisie, Nkayi, Sibiti et Komono, a rapporté le Journal de Brazza.com. Ce don vise à améliorer la mobilité des personnes ayant perdu la vue. A noter que l'association « Viens & Vois » est une organisation non gouvernementale (ONG) qui œuvre au Congo en orientant ses actions vers l'Objectif de développement durable n°5 et surtout pour l'Éducation pour tous.

BioNTech livrera des installations de fabrication de vaccins au Sénégal, au Rwanda et à l'Afrique du Sud dès la mi-2022



Selon l'Agence Ecofin, la société allemande a annoncé le mercredi 16 février 2022 que trois pays d'Afrique subsaharienne vont recevoir à partir de la mi-2022, des installations modulaires de fabrication de vaccins du laboratoire pharmaceutique allemand BioNTech. Cette annonce intervient plusieurs mois après la signature d'un accord entre l'entreprise allemande et les gouvernements sénégalais et rwandais pour y développer ses premières usines de fabrication de vaccins sur le continent africain. Rappelons, que depuis 2020, le continent africain a entamé une stratégie globale de réduction de sa dépendance vis-à-vis de l'étranger en matière de vaccins.

Israël va livrer du gaz à l'Egypte via un gazoduc qui transite par la Jordanie



L'Etat hébreu a annoncé, le mercredi 16 février 2022, via son ministère des Infrastructures de l'Energie et des Ressources en eau, qu'il prévoit de livrer l'Egypte en gaz à travers un gazoduc qui part de Beit Shean en Israël passant par la ville portuaire d'Aqaba en Jordanie avant d'arriver en Egypte. Selon le même ministère israélien, rapporte l'agence Ecofin, les exportations supplémentaires vont générer à l'Etat hébreu, environ 31,3 millions de dollars de revenu annuel. En outre, elles vont permettre de renforcer les relations géopolitiques entre Israël et les pays limitrophes tout en favorisant la transition vers une économie faible en émission carbone.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Sécurité maritime : Manœuvres navales conjointes entre l'Egypte et l'Espagne en Méditerranée



L'armée égyptienne, citée par l'Agence Anadolu, a annoncé, le jeudi 17 février 2022, qu'elle avait mené un exercice militaire avec l'Espagne en Méditerranée, consistant notamment à «faire face aux menaces pesant sur le flux du commerce mondial et la liberté de navigation internationale». La formation portait sur le travail cohérent au sein d›une force commune chargée des missions de maintien de la sécurité maritime afin de faire face aux menaces pesant sur les flux du commerce mondial et la liberté de navigation internationale, ainsi que sur une « méthode de protection conjointe d'un objectif vital en mer ».

Amnesty International dénonce les arrestations politiques en Egypte



Selon Africanews, Amnesty International a organisé le mercredi 16 février 2022, à Bruxelles en Belgique, un rassemblement pour protester contre le nombre de prisonniers politiques détenus en Egypte. Cette manifestation est intervenue alors que le président égyptien Abdel Fattah el-Sissi devait rencontrer le roi et le premier ministre de Belgique. Selon Amnesty international, 60 000 prisonniers politiques sont actuellement détenus en Egypte. Parmi les manifestants figurait, Souheila Yildiz la compagne de l'étudiant Ahmed Samir Santawy arrêté en février 2021 et condamné en juin. Le jeune étudiant est accusé d'avoir prétendument publié de fausses nouvelles sur des travaux universitaires qu'il avait menés sur la loi sur l'avortement était présente.

RDC : 8 membres de la Task Force prise en otage par les miliciens de la CODECO



Les miliciens de la CODECO ont pris en otage, le mercredi 16 février 2022 dans le territoire de Djugu (Ituri), huit membres de la Task Force, a rapporté Radio Okapi. Composée d'anciens seigneurs de guerre de l'Ituri dont Thomas Lubanga, Floribert Ndjabu et le général des FARDC Germain Katanga, cette délégation avait été dépêchée par le président de la République pour sensibiliser les leaders de ce groupe armé à déposer les armes. A en croire notre source, ces otages auraient été conduits au bastion de cette milice à Gutsi.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite)

Nigeria: Quand le pays s'étouffe avec de l'essence frelatée



Depuis plus d'une semaine, constate le média français "Les Echos", les principales villes du pays sont bloquées par des pénuries de carburant, après l'importation d'une grande quantité d'essence frelatée. Une situation qui illustre les failles du premier producteur de pétrole d'Afrique, déplore la source. Le pays subit une pénurie de carburants après l'importation par des négociants d'une grande quantité d'essence frelatée. Contenant une trop forte dose de méthanol, celle-ci est inutilisable pour les véhicules. La compagnie pétrolière nationale NNPC a entrepris de retirer ce carburant contaminé des différents réseaux de stations-service, qui se retrouvent ainsi vidés de leurs stocks, créant un afflux dans les rares établissements fonctionnant encore.

Le Kenya envisage de renforcer ses exportations de fleurs vers les pays du Golfe persique



Les autorités comptent accroître leurs envois de fleurs coupées à destination du Conseil de coopération du Golfe (CCG) composé de l'Arabie Saoudite, le Koweit, le Qatar, les Emirats arabes unis, Bahreïn et Oman. Dans le cadre de cette ambition selon l'agence Ecofin , le gouvernement a initié des discussions avec ces pays pour s'accorder sur les normes phytosanitaires et lever les restrictions tarifaires qui grèvent la compétitivité des expéditions. Ces 6 nations appliquent en effet actuellement des droits représentant entre 24 et 54 % de la valeur des cargaisons de fleurs coupées.

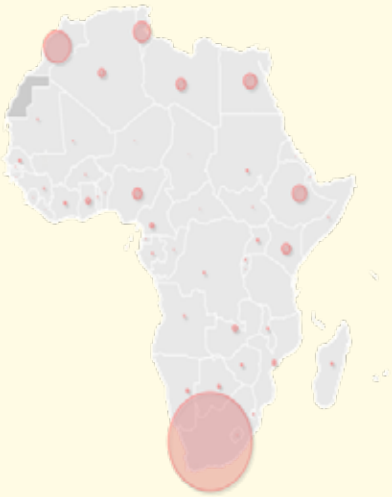
Niger : cinq militaires tués lors d'une attaque terroriste dans l'ouest du pays



Cinq militaires nigériens ont été tués et deux autres ont été blessés mercredi dans l'explosion d'une mine posée sur leur route par des terroristes au niveau du village de Sakiya dans la région de Tillabéry (ouest), proche de la frontière avec le Burkina Faso, a annoncé jeudi le ministère de la Défense.»Aux environs de 10h GMT, de retour d'une patrouille de vérification de renseignements, un véhicule d'une unité des forces armées nigériennes du poste militaire de reconnaissance de Tiwa a roulé sur un engin explosif improvisé dans les environs de Sakiya, département de Gothèye», a ajouté le département en charge de la sécurité.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE (suite et fin)

COVID-19/Afrique : Le nombre de cas d'infection dépasse les 11 millions



L'Afrique a signalé 11.077.105 cas de COVID-19 en date de jeudi 17 février, selon le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).L'agence de santé spécialisée de l'Union africaine a déclaré que le nombre de décès dus à la COVID-19 sur le continent s'élève à 245.451, et le nombre total de guérisons à 10.221.855. Au niveau régional, c'est l'Afrique australe qui est la plus impactée devant l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, tandis que l'Afrique centrale est la région la moins touchée.

Le Maroc participe au démantèlement d'un réseau international de trafic de drogue



Dans le cadre de l'exécution de plusieurs mandats d'arrêt émis par deux tribunaux de Rio de Janeiro (Brésil), le Maroc a participé à une opération internationale de démantèlement d'un réseau de trafic de drogue simultanément au Brésil et dans trois pays européens qui a permis de mettre aux arrêts 25 personnes, a rapporté bladi.net. Cette opération a nécessité une investigation de 18 mois et a eu le concours de la Drug Enforcement Agency (DEA) des États-Unis et Europol et a révélé qu'au cours des 15 derniers mois, les trafiquants de drogue ont transféré quelque 250 millions real (48 millions de dollars) du produit, a ajouté notre source.

Zimbabwe: un tribunal libère les militants du principal parti d'opposition



La cour de Chitungwiza a libéré, le jeudi 17 février, sept militants politiques du principal parti d'opposition Alliance MDC arrêtés lors d'une campagne d'inscription sur les listes électorales, a rapporté The Zimbabwe Situation. Ils ont été accusés d'avoir participé à un rassemblement dans l'intention de promouvoir la violence publique, l'atteinte à la paix ou le sectarisme au sens de l'alinéa 37(1)a) de la Loi sur la codification et la réforme du droit criminel, a ajouté notre source.

Le Quotidien Numérique d' Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Francis KOMBOÏGO

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez le QNA dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tigo
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d'Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Le Quotidien Numérique
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts : +226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info